

**Avis adopté**

Séance plénière du 14 janvier 2025

***Pour une intelligence artificielle au service de l'intérêt général***

**Déclaration du groupe CGT-FO**

L'Intelligence Artificielle est un véritable enjeu pour nos démocraties. L'IA peut, sous certaines conditions, constituer une opportunité de développement économique et social. Mais Cette technologie peut aussi nous échapper et servir à des fins contraires à l'intérêt général et aux libertés nécessaires au bon fonctionnement de nos sociétés. Les questions de sécurité sont par ailleurs essentielles et aucune faille ne doit être tolérée. Pour FO, il est donc important que la société civile s'empare de ce sujet et aide à mieux comprendre l'IA, ses limites et ses risques.

Le groupe FO souscrit aux différentes conclusions de cet avis. Il nous paraît important que le CESE considère que l'IA s'inscrit dans des choix politiques et qu'elle est avant tout une production humaine soumise aux subjectivités de ses choix. L'IA répond aussi à des logiques d'intérêts, de pouvoir et de recherche de domination, c'est un outil géopolitique dont l'intelligence ne se soucie pas de la seule neutralité scientifique. Il faut donc la considérer comme telle et voir comment agir pour une IA plus ouverte, plus utile, plus citoyenne et plus favorable au progrès de nos sociétés.

Les démocraties doivent veiller à ce que l'IA ne constitue pas une atteinte à nos libertés fondamentales, s'assurer de la protection de nos données personnelles et lutter contre la désinformation. Il est de la responsabilité des pouvoirs publics de réglementer l'IA, garantir sa transparence, son objectivité et son ouverture au différents points de vue et à la représentation de l'ensemble de la société. La France et l'Europe ne doivent pas subir l'IA et perdre leur autonomie géostratégique dans ce domaine. Il faut donc des investissements massifs dans tous les domaines de l'IA : R&D, infrastructures, logiciels, etc. et dans tous les secteurs d'activité : santé, industrie, agriculture, information, etc. Il ne peut y avoir d'Europe forte sans maîtrise des technologies liées à l'IA et sans sécurisation et localisation des données des pays de l'UE sur leurs territoires.

Si l'IA peut constituer sous certaines conditions une opportunité de création de nouveaux emplois un enjeu existe sur la qualité de ces derniers et le niveau de qualifications exigé. Il faut ainsi anticiper les évolutions des métiers et préparer les transitions pour que le monde du travail ne subisse pas cette transformation technologique. Il faut agir pour une IA qui apporte un progrès pour le monde du travail et non une IA comme seulement une opportunité d'augmentation des gains de productivité pour les employeurs.

**Le groupe FO remercie le CESE pour ce travail et a voté en faveur de cet avis**